

Le pouvoir hiérarchique du Préfet sur les Vétérinaires sanitaires

par G. LINON
Docteur en Droit

(Note présentée par M. le Professeur VERGE)

Dans une communication à l'Académie vétérinaire de France sur ce même sujet (1), il m'avait paru nécessaire de souligner que le « Pouvoir disciplinaire du préfet sur les vétérinaires sanitaires n'était réglé par aucun texte sur le plan national ».

Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 13 juin 1952 est venu corroborer cette constatation, qui met en lumière le droit du préfet de retirer le mandat sanitaire à un vétérinaire, non seulement sans comparution préalable de celui-ci devant un conseil de discipline, mais encore sans que le vétérinaire sanitaire incriminé ait été invité à prendre connaissance de son dossier. La procédure est régulière, dès lors qu'ayant été appelé à s'expliquer par écrit sur certains faits qui lui sont imputés à grief, le vétérinaire sanitaire ne peut pas ignorer qu'il se trouve sous le coup d'une peine disciplinaire et partant « à même de réclamer la communication de son dossier ».

Il résulte, de l'arrêt susvisé du Conseil d'Etat, qu'un vétérinaire sanitaire ayant commis une faute, par exemple, en omettant de se conformer aux dispositions de l'article 31 du Code rural et de l'article de l'arrêté préfectoral réorganisant les services sanitaires vétérinaires qui en est la reproduction — c'est-à-dire en ne signalant pas dès qu'il l'a soupçonnée une maladie réputée contagieuse — peut se voir à bon droit retirer le mandat sanitaire. L'arrêté du préfet qui prononce ce retrait ne manquera pas de base légale, s'il vise les textes ci-dessus rappelés, et s'il se fonde en outre sur les incorrections dont le vétérinaire sanitaire s'est rendu coupable à l'égard du Directeur départemental des Services vétérinaires.

(1) G. LINON. *Bulletin Académie vétérinaire de France*, 1949, 20, 201.

Bul. Acad. Vét. — Tome XXVI (Mai 1953). — Vigot Frères, Editeurs.

L'importance de l'arrêt n° 7.446, concernant le Sieur X..., du 13 juin 1932, n'échappera à personne dans la profession vétérinaire. Du moins est-il certain que cet arrêt est appelé à faire jurisprudence !

Voici le texte de l'arrêt du Conseil d'Etat, en date du 13 juin 1932.

Le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux (Section du Contentieux première et troisième sous-section réunies),

Sur le rapport de la troisième sous-section de la Section du Contentieux,

Vu la requête présentée par le sieur X..., docteur-vétérinaire demeurant à M. ..., ladite requête enregistrée au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat le 21 mars 1930 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir l'arrêté, en date du 28 février 1930, par lequel le préfet de Y... lui a retiré son mandat sanitaire.

.....
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

Vu l'article 63 de la loi du 22 avril 1903,

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1943,

Où M..., auditeur en son rapport,

Où M..., maître des requêtes, commissaire du Gouvernement en ses conclusions.

Sur l'irrégularité de la procédure ;

Considérant que si les vétérinaires sanitaires sont, en raison du caractère public de leurs fonctions, au nombre des agents visés par l'article 63 de la loi du 22 avril 1903, il ressort des pièces versées au dossier que le sieur X... a été expressément invité à fournir des explications écrites sur les faits qui lui étaient reprochés et qu'il n'a pas ignoré qu'il était, en raison de ces faits, sous le coup d'une mesure disciplinaire ; qu'il se trouvait ainsi mis à même de réclamer la communication de son dossier, s'il estimait qu'elle fût utile à sa défense ; que, ne l'ayant pas fait, il ne saurait soutenir qu'il a été privé de la garantie que lui assurait l'article 63 de la loi du 22 avril 1903 ;

Considérant qu'aucun texte de loi ou de règlement n'institue de procédure obligatoire pour l'application de mesures disciplinaires aux vétérinaires sanitaires, que le préfet de Y... n'avait donc pas à faire comparaître le sieur X... devant un conseil de discipline avant de lui retirer son mandat sanitaire par arrêté du 28 février 1930 ;

Sur le défaut de base légale :

Considérant que pour prendre l'arrêté attaqué, le préfet de Y... s'est fondé, d'une part, sur la méconnaissance par l'intéressé des dispositions de l'article 31 de la loi du 21 juin 1898 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1927, qui l'obligeait à signaler, dès qu'il l'avait soupçonné, tout cas de maladie contagieuse ; d'autre part, sur les incorrections graves dont le sieur X... s'était rendu coupable à l'égard du Directeur des Services vétérinaires de Y... ;

Qu'il ne résulte pas de l'instruction que la mesure contestée repose sur des motifs matériellement inexacts ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête sus-visée du sieur X... est rejetée.